



LE CONCEPT RUSSE DE SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

Par Cyril GELIBTER

LES PUBLICATIONS



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

Les autorités russes ont rendu publique le 15 mai 2017 leur « Stratégie de sécurité économique jusque 2030 »¹, qui était attendue depuis plusieurs mois. Le président russe Vladimir POUTINE avait fait état d'une prochaine publication de la nouvelle Stratégie lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe le 7 décembre 2016².

Le concept de « sécurité économique » n'est pas secondaire : il est « l'une des plus importantes composantes pour assurer la sécurité nationale », comme l'explique l'un des assistants du responsable du Conseil de sécurité russe, Alexandre ABELINE³. Il a également fait l'objet de bon nombre de publications en Russie, depuis de nombreuses années⁴.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Cyril GELIBTER est doctorant en histoire des relations internationales à l'Université Paris Sorbonne. Son sujet de thèse est : « Renseignement et politique : l'affaire des armes de destructions massives irakiennes. 1979-2003. Analyse comparée France/USA/Russie/Grande-Bretagne/Allemagne ».

Il a travaillé pendant plusieurs années dans la Conformité et la Due Diligence dans le secteur bancaire. Il a également écrit dans la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques TTU de 2014 à 2018.

Il est membre du Comité Risques & Intelligence Economique des Jeunes de l'IHEDN



Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

¹ Décret présidentiel 208 du 13 mai 2017 « Sur la stratégie de sécurité économique de la Fédération de Russie jusque 2030 », <http://kremlin.ru/acts/bank/41921>.

² Communiqué du Conseil russe de sécurité du 7 décembre 2016, <http://scrf.gov.ru/council/session/2134/>.

³ Interview du 29 mai 2017 publiée sur le site du Conseil de sécurité russe, <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/2226/>.

⁴ « Mécanisme pour assurer la sécurité économique de la Russie », article de Andreï Bart, revue « Entrepreneur russe », 2010 ; « Les fondements de la sécurité économique de l'État », rapport analytique de Dimitri Gordienko, Centre des estimations et pronostics stratégiques, 2009 ; « La sécurité économique de l'État dans le contexte de l'économie de l'information », thèse de Mikhaïl Tcheksidov, 2013, Université économique et sociale d'État de Saratov ; « Les menaces actuelles pour la sécurité économique de la Fédération de Russie », Viktoria Skripko et Albina Sergueïeva, journal « Jeune scientifique », 2016.

Introduction

La précédente version de cette « Stratégie de sécurité économique » était frappée d'obsolescence depuis plusieurs années : publiée en avril 1996⁵ dans un contexte de crise majeure pour la Russie sur les plans économique et politique, elle fixait comme objectifs le développement économique et social, la stabilité politico-militaire ainsi que la préservation de l'unité de l'État. Le but était par conséquent de régler le problème de la crise économique pour garantir la souveraineté russe⁶.

Cette nouvelle Stratégie, de par la définition qu'elle donne du concept de la sécurité économique – concept qui était alors absent dans la précédente de la version de 1996 – indique clairement les priorités russes : la sécurité économique est « un état de protection de l'économie nationale des menaces extérieures et internes, qui permet de protéger la souveraineté économique du pays, ainsi que l'unité de son espace économique, et les conditions pour la réalisation des priorités stratégiques nationales de la Fédération de Russie ». La question de la sécurité économique est reliée au problème de souveraineté, et est considérée sous l'angle étatique.

Parmi les défis et menaces listés par le document figurent « les facteurs liés au changement climatique, la corruption et la criminalisation de la sphère économique ; l'ambition des pays développés d'utiliser leur avantage dans les domaines du développement économique et des hautes technologies en tant qu'instrument de concurrence globale ; l'utilisation de mesures discriminatoires à l'égard de secteurs clés de l'économie russe, la limitation de leur accès aux financements étrangers et aux technologies modernes ; l'épuisement du modèle d'exportation basé sur les matières premières ; le manque de ressources humaines ; la baisse de la qualité dans l'accès à l'éducation ; le manque d'activisme dans le domaine de ».

Quelles mesures proposées dans la Stratégie de sécurité économique ?

Après avoir fait le constat des dangers et insuffisances dans le domaine de la sécurité économique, la Stratégie développe plusieurs axes pour lutter contre les risques identifiés.

Certaines des mesures préconisées ne sont pas nouvelles, et la Stratégie les valide a posteriori. C'est par exemple le cas des mesures visant à « perfectionner le contrôle étatique quant aux investissements dans des domaines stratégiques pour assurer la Défense du pays et la sécurité de l'État », déjà mises en œuvre en 2013 et 2015.

⁵ Décret présidentiel 608 du 29 avril 1996 « Sur la stratégie étatique de sécurité économique de la Fédération de Russie », <http://kremlin.ru/acts/bank/9261>.

⁶ Il est à noter qu'en 2002, le Conseil de sécurité russe aurait préparé une « stratégie étatique de sécurité économique jusque 2010 ». Le projet n'apparaît nulle part ensuite, et paraît avoir fini dans les cartons. Dépêche de l'agence de presse RIA Novostil du 10 juin 2002, <https://ria.ru/economy/20020610/171727.html>.

D'autres sont, au contraire, plus concrètes :

- Amélioration du mécanisme de représailles en cas de sanctions prises par des États étrangers et/ou des organisations internationales contre des personnes physiques et morales russes, ainsi que des secteurs de l'économie ;
- Suivi et estimation de l'état de la sécurité économique russe – qui fait l'objet d'un rapport annuel au Président ;
- Création et développement des secteurs de hautes technologies de l'économie, et soutien à ce secteur ;
- Priorité au développement des régions suivantes : Sibérie de l'Est, Extrême-Orient, Caucase du Nord, Crimée⁷, Kaliningrad, Région du Nord ;
- Création, pour identifier les risques et menaces, d'un système de management du risque. Pour cela, les autorités russes comptent mettre en place un système unifié, au niveau national, pour l'identification et les prévisions⁸.

Le champ d'intervention du concept de sécurité économique

Le champ d'intervention du concept de « sécurité économique » n'est nullement délimité, et couvre, dans la pratique, un éventail très large de domaines.

Ainsi, la Commission interservices aux questions de sécurité économique et sociale au sein du Conseil de sécurité russe examine un nombre de domaines extrêmement large, allant de la lutte contre les cartels dans les domaines concurrentiels, qui sont considérés comme une « menace au développement social et économique du pays »⁹, aux perspectives de développement de l'industrie pharmaceutique¹⁰, en passant par les risques et menaces dans le domaine de l'économie numérique¹¹, la « Blockchain »¹², la réforme de l'économie et la formation des cadres dans des domaines « permettant une croissance à long terme »¹³, ainsi que les problèmes du développement du secteur de l'électricité¹⁴.

⁷ Jusque 2014, la Crimée était partie intégrante de l'Ukraine. Suite à l'opération militaire russe de février 2014, suivie par un référendum en mars, la Crimée fait sécession de l'Ukraine et devient une composante de la Russie.

⁸ Le conseil scientifique auprès du Conseil de sécurité russe examinait la question lors d'une réunion, le 18 octobre 2017. Voir le communiqué sur le sujet : <http://scrf.gov.ru/news/allnews/2295/>.

⁹ Communiqué du 11 septembre 2017 du conseil de sécurité russe : réunion de la commission interservices aux questions de sécurité économique et sociale. Examen des questions liées à la lutte contre les ententes, <http://scrf.gov.ru/news/allnews/2279/>.

¹⁰ Communiqué du 17 décembre 2015 du conseil de sécurité russe : réunion de la commission interservices aux questions de sécurité économique et sociale sur les questions de développement de l'industrie pharmaceutique, <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/999/>.

¹¹ <http://scrf.gov.ru/news/allnews/2245/>.

¹² <http://scrf.gov.ru/news/allnews/2244/>.

¹³ <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/992/>.

¹⁴ <http://www.scrf.gov.ru/news/allnews/2117/>.

Ces différents exemples permettent d'établir les priorités de la Russie : rendre l'économie concurrentielle – les autorités russes n'ont de cesse, depuis des années, d'insister sur le développement d'un marché économique concurrentiel – et développer l'exportation ; protéger la souveraineté étatique y compris d'un point de vue économique et/ou industriel ; neutraliser les menaces et développer les secteurs-clés : la nouvelle Stratégie insiste sur le développement des nouvelles technologies. Dans son interview du 29 mai 2017, Alexandre ABELINE met principalement l'accent sur la grande dépendance de la Russie à l'égard des importations dans le domaine des technologies de l'information et de l'économie numérique¹⁵.

Le dispositif de sécurité économique russe

Pour ces activités, les autorités russes s'appuient sur un vaste ensemble d'organismes : le service de sécurité intérieure et de contre-espionnage (FSB), qui dispose en son sein d'un service de sécurité économique ; le SVR, service en charge du renseignement extérieur, dont l'un des adjoints du directeur supervise les questions de renseignement économique et industriel ; les ministères de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie, du Développement économique, des Finances, des Ressources naturelles et de la Protection de l'environnement, et de l'Agriculture. Ces différents organismes remontent leurs informations aux autorités et exécutent les décisions du chef de l'État, qui, conformément à la Constitution russe, détermine les grandes orientations de la politique intérieure et étrangère du pays¹⁶ via l'administration présidentielle et le Conseil de sécurité russe, qui disposent d'une Commission interservices en charge des questions économiques et sociales, ainsi que d'une direction chargée de la sécurité économique au sein de l'appareil du Conseil.

Organismes plus méconnus, car le plus souvent créés de manière ad hoc, les commissions présidentielles, gouvernementales, ou ministérielles, sont chargées du suivi de problèmes touchant à la sécurité économique russe. Sont rassemblées, au sein de ces commissions des représentants des services secrets, de la police, des ministères concernés, des agences fédérales, des entrepreneurs, des élus, des représentants associatifs ainsi que des chercheurs d'Instituts ou de l'Académie des sciences. À ce vaste réseau étatique s'ajoutent – État fédéral oblige – des commissions au niveau local, en charge des questions de sécurité économique.

Quelles sont les grandes priorités du pouvoir russe dans le domaine de la sécurité économique ? Si en 2005, le responsable du département de sécurité économique du Conseil de sécurité russe Valentin VALYOUKOV estimait que, parmi les priorités, figure la question de la lutte contre la contrefaçon, la

¹⁵ Interview de Alexandre Abeline, <http://scrf.gov.ru/news/allnews/2226/>.

¹⁶ Article 80 alinéa 3 de la Constitution de la Fédération de Russie.

question de la « substitution aux importations » paraît avoir pris une place décisive, plus particulièrement depuis la mise en place des sanctions contre la Russie en 2014.

Un exemple de la mise en application de la sécurité économique : la substitution aux importations

Expressément citée dans la Stratégie russe de sécurité économique, la thématique de la « substitution aux importations »¹⁷ n'est pas nouvelle : les autorités et les entreprises évoquent le sujet depuis les années 2000, ainsi que le secteur universitaire¹⁸. Dès 2009, les autorités russes ont établi une longue liste des équipements qui ne sont pas fabriqués en Russie, et qui sont exemptés de TVA. Cette liste est régulièrement remise à jour : en sont rayés les produits désormais fabriqués sur le territoire national¹⁹. En décembre 2013, le Premier ministre russe signe la décision n°1224 limitant les importations à destination des secteurs de la sécurité et de la Défense, avant de totalement les bannir en décembre 2015 (sauf pour les produits venant de l'Union économique eurasiatique)²⁰.

Le conflit avec l'Ukraine, suivi des sanctions instaurées contre la Russie par différents pays et régions (Union européenne, Suisse, Liechtenstein, Canada, Ukraine, États-Unis) remettent sur le devant de la scène l'idée de la « substitution aux importations »²¹, qui est généralisée à de nombreux domaines²² : industrie, équipements pour le secteur d'énergie, pharmaceutique, alimentation, jouets pour enfants, industrie légère, machines-outils pour le secteur agricole, industrie de Défense,... . Les autorités ont mis en place une « commission gouvernementale à la substitution aux importations »²³, tandis que les différents ministères concernés préparent des plans de mesures²⁴ dans leurs domaines respectifs.

¹⁷ Remplacer des importations par des produits fabriqués en Russie.

¹⁸ Article du 16 novembre 2009 « Développement du marché de la poissonnerie et substitution aux importations », https://www.cfin.ru/anticrisis/companies/branch/fish_research.shtml ; mémoire de 2007 de Elena Nazartchouk « Bases théoriques et méthodiques pour une substitution aux importations efficace au sein du secteur industriel russe », <https://www.dissercat.com/content/teoreticheskie-i-metodicheskie-osnovy-effektivnogo-importozameshcheniya-na-rossiiskikh-promy> ; article du 6 octobre 2005 indiquant que Gazprom a mis au point son programme de « substitution aux importations » pour 2005-2007, <https://neftegaz.ru/news/companies/297941-kak-stat-postavshchikom-gazproma/>.

¹⁹ Résolution 372 du 30 avril 2009 du gouvernement russe, http://www.consultant.ru/document/cons_doc_LAW_87496/.

²⁰ Décision gouvernementale 1224 du 24 décembre 2013, <http://static.government.ru/media/files/41d4aebd750fb05a5de.pdf> ; décision gouvernementale 1470 du 29 décembre 2015, <http://static.government.ru/media/files/Ws8350GClu8ARmPxx2maND1TlpMjUf3.pdf>.

²¹ Dès 2009, le Centre des pronostics et des estimations analytiques indique dans un rapport intitulé « Les principes de la sécurité économique de l'État » que « la dépendance aux fournitures externes représente un danger particulier pour la sécurité nationale de l'État. En cas de dégradation économique ou de déclenchement d'une confrontation militaire directe, cette dépendance peut entraîner d'importantes difficultés économiques ».

²² Voir sur le sujet le site du ministère russe du Commerce et de l'Industrie, <https://gisp.gov.ru/plan-import-change/> ; et les différents plans, par secteurs, du même ministère, disponibles ici : <http://www.stavminprom.ru/docs/otraslevye-planv-po-importozameshcheniyu-razrabotannye-ministerstvom-promyshlennosti-i-torgovli-ross/>.

²³ Arrêté gouvernemental 785 du 4 août 2015, <http://static.government.ru/media/files/gP7IKCc3BsBTtEQyYjUxArQ28Dr3oyA3.pdf>.

²⁴ Par exemple « Plan de mesures pour baisser la dépendance pour la substitution aux importations pour l'industrie radioélectronique », décret 662 du ministre du Commerce et de l'industrie du 31 mars 2015 ; « plan de mesures pour la substitution aux importations dans les secteurs industriels de la chimie du pétrole et le raffinage du pétrole », décret 210 du

Si le but est de « produire russe », les entreprises – et leurs capitaux – ainsi que les consultants étrangers ne sont pas exclus, comme le mentionnait M. Jean-Maurice RIPERT, ambassadeur de France en Russie de 2013 à 2017²⁵ : pour développer le secteur agricole, Moscou a demandé l'aide de spécialistes français.

Un exemple de substitution aux importations, avec l'usine de Tcheliabinsk : lors de sa rencontre avec Vladimir POUTINE le 29 juin 2015, le président de l'entreprise publique TRANSNEFT Nikolaï TOKAREV indiquait que son organisme avait commencé trois années plus tôt son propre programme de « substitution aux importations » à cause des perturbations dans les livraisons de matériel de pompage pétrolier de la part des entreprises ukrainiennes²⁶. Pour cela, TRANSNEFT a inauguré une nouvelle usine à Tcheliabinsk.

L'information est, toutefois, à nuancer : l'entreprise « TRANSNEFT-Pompes d'alimentation pétrolière » – la fameuse entreprise citée par le président de TRANSNEFT – a bien été enregistrée au registre russe du commerce le 25 décembre 2014 (numéro d'enregistrement : 1147449017319). Mais son actionnariat est le suivant : 25% des parts sont détenues par l'entreprise italienne TM.P Termomeccanica Pumps, et 51% par Transneft-Sibérie, selon le même extrait du registre russe du commerce.

La « substitution aux importations » russe peut donc se comprendre de la manière suivante : produire en Russie – au lieu d'acheter à l'étranger – mais en s'appuyant, si nécessaire, sur des capitaux étrangers. Les sanctions prises à partir de 2014 visant entre autres plusieurs grandes banques russes et les empêchant de contracter des crédits à long terme posent des problèmes pour le financement des projets de substitution aux importations. Ne reste que la possibilité, soit de trouver l'argent nécessaire auprès du pouvoir russe pour une production 100% locale ; soit de créer des projets sur le territoire national avec des entreprises étrangères dans les domaines ciblés. D'autant plus que les projets sont nombreux : 1658, selon M. Alexandre ABELINE.

Car le pouvoir russe sait que remplacer les produits importés par une production locale est un projet sur le long terme, nécessitant du temps, mais également des moyens. Par exemple, dans les domaines de la chimie et du raffinage pétrolier, comme le montre cet extrait du graphique figurant dans le décret 210 de mars 2015 du ministère russe de l'Énergie²⁷.

31 mars 2015 du ministère de l'Énergie. Les deux décrets font expressément référence à un « plan de soutien à la substitution aux importations dans l'industrie », règlement 1936-R du 30 septembre 2014 du gouvernement russe. Ce dernier document n'a pas été publié. La liste complète des plans, par secteurs, est disponible ici : <https://минпромлит.тверскаяобласть.рф/deyatelnost-iogv/napravleniya/promyshlennost/importozameshchenie.php>.

²⁵ Conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN à Paris le 5 septembre 2017, <http://www.anaj-ihedn.org/conference-france-europe-russie-tribulations-diplomatiques/>.

²⁶ <http://kremlin.ru/events/president/news/49786>.

²⁷ « Plan de mesures pour la substitution aux importations dans les secteurs industriels de la chimie du pétrole et le raffinage du pétrole », décret 210 du 31 mars 2015 du ministère de l'Énergie.

Technologie	Délai	Pourcentage d'importation dans la consommation en 2014	Pronostic du pourcentage d'importation dans la consommation en 2020
Polyéthylène	2015-2020	26 %	0 %
Polypropylène	2015-2020	10 %	0 %
Polychlorure de vinyle	2015-2020	35 %	10 %
Polystyrène	2015-2020	16 %	25 %
Polytéréphtalate d'éthylène	2015-2020	13 %	0 %

Si, comme indiqué plus haut, la doctrine revient sur le problème de la substitution aux importations, et donne une définition de la sécurité économique, le contenu du document n'est pas en soi une nouveauté : la substitution aux importations fut mise en œuvre bien avant l'entrée en vigueur de la Stratégie de sécurité économique.

Quels pas accomplis dans le programme russe de sécurité économique ?

Plusieurs mesures prises par les autorités russes ces dernières années montrent clairement cette volonté de développer l'indépendance du pays dans différents domaines, et ce aussi bien avant, qu'après la publication de la Stratégie :

- En octobre 2012 est créée la « Fondation pour les études avancées »²⁸, chargée de la R&D dans le domaine de la défense et de la sécurité – un équivalent de la DARPA américaine. Parmi les recherches de la Fondation, selon ces communiqués sur le site, figurent la robotisation ainsi que la technologie quantique ;
- En mai 2014 est publiée la liste de plus d'une centaine de professions et spécialités indispensables pour la « réalisation des domaines prioritaires pour la modernisation et le développement technologique de l'économie russe »²⁹ ;
- En octobre 2014 devient opérationnel le Centre d'analyse de l'information aux questions de commerce extérieur³⁰, créé en coopération entre Rostec, l'Université d'économie Plekhanov et le ministère russe du Commerce et de l'Industrie. Buts du centre : collecte et analyse d'informations sur la réglementation du commerce extérieur dans les États étrangers représentant un intérêt pour

²⁸ Site Internet de la Fondation, <http://fpi.gov.ru/>.

²⁹ Règlement gouvernement 755-R du 5 mai 2014, <http://static.government.ru/media/files/41d4da4339a5ee9a884d.pdf>.

³⁰ Site Internet du Centre, <https://www.ftac.ru/>.

les exportateurs russes ; collecte d'informations sur les problèmes rencontrés par les industries russes dans le domaine du commerce extérieur et formulation de recommandations pour corriger la politique commerciale et les normes juridiques ; soutien informationnel aux industries orientées vers l'exportation³¹ ;

- En juillet 2017, le gouvernement russe établit la liste des biens, travaux et services dont le soutien à l'export par les services fédéraux est prioritaire³². Y figurent entre autres les machines-outils ; les matériaux de construction ; la production des industries pharmaceutiques, agroalimentaires, forestières, de l'industrie légère ; l'éducation ; le tourisme ; la santé ; les services informatiques et d'information.

Conclusion

Si les autorités russes se sont dotées d'un vaste programme dans le domaine de la sécurité économique, qu'en est-il de son application ?

Premier problème auquel les autorités russes sont confrontées, les sanctions prises par plusieurs pays ou continents (Union européenne, États-Unis, Canada, Liechtenstein, Suisse) visant les prêts à long terme pour plusieurs établissements bancaires russes, comme Sberbank ou VTB, qui ralentissent leurs capacités de financement. Deuxième problème, relevé par l'académicien russe Evgueni PRIMAKOV³³ dans un de ses derniers ouvrages³⁴ le fait que les décisions prises par le Président et le gouvernement ne soient pas toujours appliquées, exemples à l'appui.

En mars 2018, l'Institut d'économie politique Gaydar et l'Académie de l'économie nationale et du service étatique auprès du Président de la Fédération de Russie dressent un constat pessimiste dans leur dernier rapport relatif au « monitoring de la situation économique de la Russie » : « L'ampleur de la substitution aux importations dans le domaine des achats d'équipement et d'automobile, selon les résultats de notre évaluation trimestrielle en janvier 2018, montre un affaiblissement de ce processus dans l'industrie russe »³⁵. Un des domaines-clés, dans le domaine, est celui des machines-outils, domaine solide au temps de l'URSS, mais qui a beaucoup perdu les années suivantes, et que les

³¹ Plaquette du centre,

<http://gov.spb.ru/static/writable/ckeditor/uploads/2014/12/22/%D0%98%D0%BD%D1%84%D0%BE%D1%86%D0%B5%D0%BD%D1%82%D1%80%D0%92%D0%AD%D0%94%D0%9C%D0%B8%D0%BD%D0%BF%D1%80%D0%BE%D0%BC.pdf>.

³² Règlement gouvernemental 1473-R du 12 juillet 2017.

³³ Docteur en Sciences économiques, académicien, Evgueni Primakov fut ministre des Affaires étrangères de la Russie de 1996 à 1998 puis Premier ministre de 1998 à 1999. Il est décédé en 2015.

³⁴ « La Russie. Espoirs et inquiétudes ». Evgueni Primakov. Éditions Tsentrpoligraph. 2015.

³⁵ « Monitoring de la situation économique en Russie. Tendances et défis du développement social et économique ». Mars 2018. Préparé conjointement par l'Institut d'économie politique Gaydar et l'académie de l'économie nationale et du service étatique auprès du Président de la Fédération de Russie. https://iep.ru/files/text/crisis_monitoring/2018_4-65_March.pdf.

autorités n'arrivent pas à redresser, par exemple pour les machines-outils pour les constructions de routes et autoroutes, comme le constatait un article en juillet 2017³⁶, et un autre de décembre 2019³⁷. Le résultat est meilleur dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation : Un rapport publié en décembre 2020 par « l'Agence nationale de notation » russe³⁸, constate une hausse de la production russe sur les produits que la Russie a placée sous sanctions³⁹, mais les objectifs fixés ne sont pas atteints : la « stratégie de développement de l'industrie alimentaire et de transformation » prévoyait une baisse des importations russes sur la viande de 67.8% d'ici 2020- la baisse à atteint 65%⁴⁰ ; de 30% pour les produits laitiers (résultat : 20%) ; et de 70,3% pour les légumes (résultat : 27%).

³⁶ « Machines-outils : l'importation commence et gagne ». 12 juillet 2017. <http://rcmm.ru/tehnika-i-tehnologii/37574-mashinostroenie-import-nachinaet-i-vyigryvaet.html>.

³⁷ « Echec du but visé : pourquoi la substitution aux importations n'a pas répondu aux attentes », <https://www.forbes.ru/biznes/388839-provalnyy-kurs-pochemu-importozameshchenie-ne-opravdalo-nadezhd>.

³⁸ « Anti-sanctions : substitution aux importations ou délocalisation ? ». Rapport publié le 7 décembre 2020. <https://www.ranational.ru/ru/node/63867>.

³⁹ En réponse aux sanctions prises suite aux événements dans le Donbass, les autorités russes décident d'interdire les importations de viandes, de poisson, les produits laitiers, les fruits et légumes en provenance de l'Union Européenne, des USA, du Canada, de l'Australie, et de la Norvège. Décret présidentiel 560 du 6 août 2014, incluant les modifications jusque novembre 2020. <http://pravo.gov.ru/proxy/ips/?searchres=&bpas=cd00000&a3=&a3type=1&a3value=&a6=102000070&a6type=1&a6value=&a15=&a15type=1&a15value=&a7type=1&a7from=&a7to=&a7date=&a8=560&a8type=1&a1=&a0=&a16=&a16type=1&a16value=&a17=&a17type=1&a17value=&a4=&a4type=1&a4value=&a23=&a23type=1&a23value=&textpres=&sort=7&x=73&y=12>.

⁴⁰ En montant, les importations de viande sont passées de 6 497 milliards de dollars US en 2013 à 1 961 milliards de dollars US en 2020, selon le rapport.



LES JEUNES
IHEDN

publication@jeunes-ihedn.org